

Maître Jennifer BAUDINO

Huissier de Justice

21 Rue du Général Lambert

Local 1

97480 SAINT JOSEPH

☎ : 02 62 86 21 60

☎ : 02 62 66 27 34

✉ : accueil@baudino.re



Paiement par carte bancaire

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

IBAN N°: FR 28 40031 01974 0000457498E 86

BIC : CDCGFRPPXXX

ACTE D'HUISSIER DE JUSTICE

EXPEDITION

COUT DE L'ACTE

Décret n°2016-230 du 26 février 2016
Arrêté du 28 février 2020 fixant les tarifs
réglementés des huissiers de justice

Honoraires (Art L444-1)	
Rémunération libre	81,66
Frais de déplacement (Art A444-48)	10,51
Total HT	92,17
TVA (8,50 %)	7,83
Total TTC	100,00

Acte dispensé de la taxe



Références : V – 2094

Mandat n° 16 - PVCONSTAT

PROCES-VERBAL DE CONSTAT D’AFFICHAGE D’AVIS D’ENQUETE PUBLIQUE

LE : MARDI DIX NEUF OCTOBRE DEUX MILLE VINGT ET UN

A LA DEMANDE DE :

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT DE LA REUNION (DEAL REUNION) , dont le siège social est à (97400) SAINT-DENIS, 2 Rue Juliette Dodu, CS41009

LAQUELLE M'EXPOSE ET ME DECLARE :

Que par arrêté préfectoral N°2011 du 06 octobre 2021, le Préfet de la Réunion a prescrit l'ouverture d'une enquête publique relative au projet de plan de prévention des risques littoraux (PPRL) relatif aux phénomènes de recul du trait de côte et de submersion marine sur la commune de Saint-Joseph,

Que ledit PPRL a pour objet de réglementer l'utilisation des sols en fonction des aléas et risques identifiés,

Que ladite enquête publique aura lieu pendant 30 jours consécutifs, du 3 novembre 2021 au 3 décembre 2021 inclus, sur la commune de SAINT-JOSEPH,

Qu'afin de porter à la connaissance du public l'ouverture de ladite enquête, douze panneaux ont été installés dans la ville de SAINT-JOSEPH, quinze jours avant le début de l'enquête, notamment un panneau a été affiché à proximité de la mairie annexe de Vincendo,

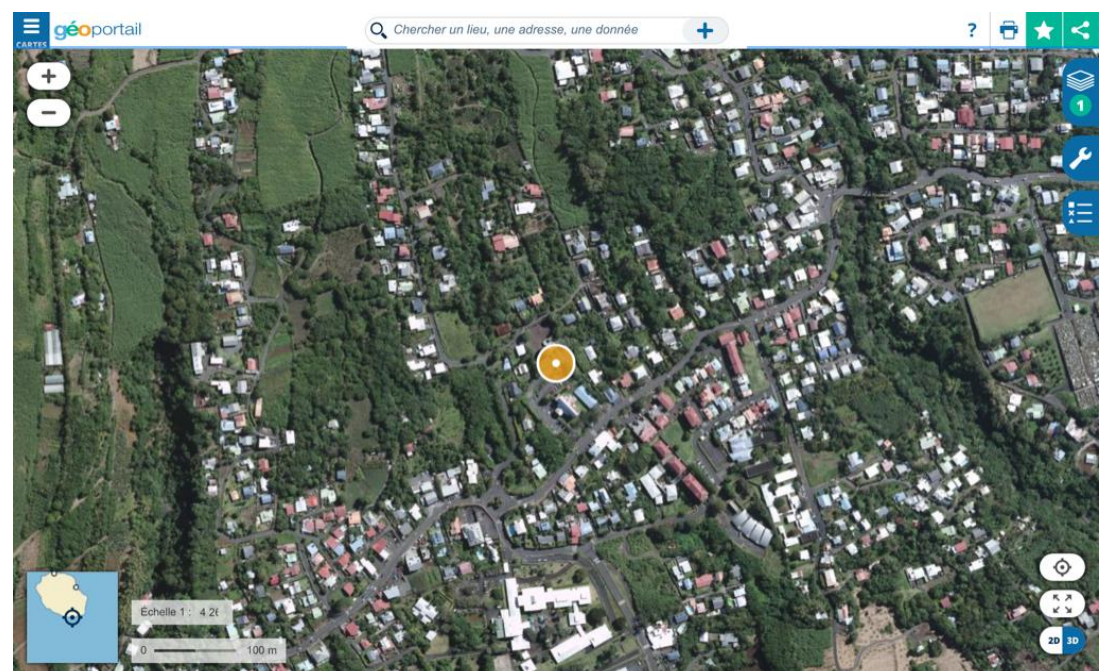
C'EST POURQUOI ELLE ME REQUIERT :

De consigner dans un procès-verbal de constat l'affichage d'un panneau d'avis d'enquête publique à Saint-Joseph, à la mairie annexe de Vincendo,

DEFERANT A CETTE REQUISITION :

Je, Jennifer BAUDINO, Huissier de Justice à SAINT-JOSEPH (REUNION), demeurant 21 rue du Général Lambert -Local 1, soussignée,

CERTIFIE m'être transportée à SAINT-JOSEPH, à la mairie annexe de Vincendo,



Données cartographiques : © IGN, Planet Observer, CRAIG, Conseil départemental des Alpes-Maritimes, RGD 73-74, CRIGE-PACA, FEDER, Mègalis Bretagne, Collectivité Te

Image fournie à titre d'illustration (Source geoportail.gouv.fr)

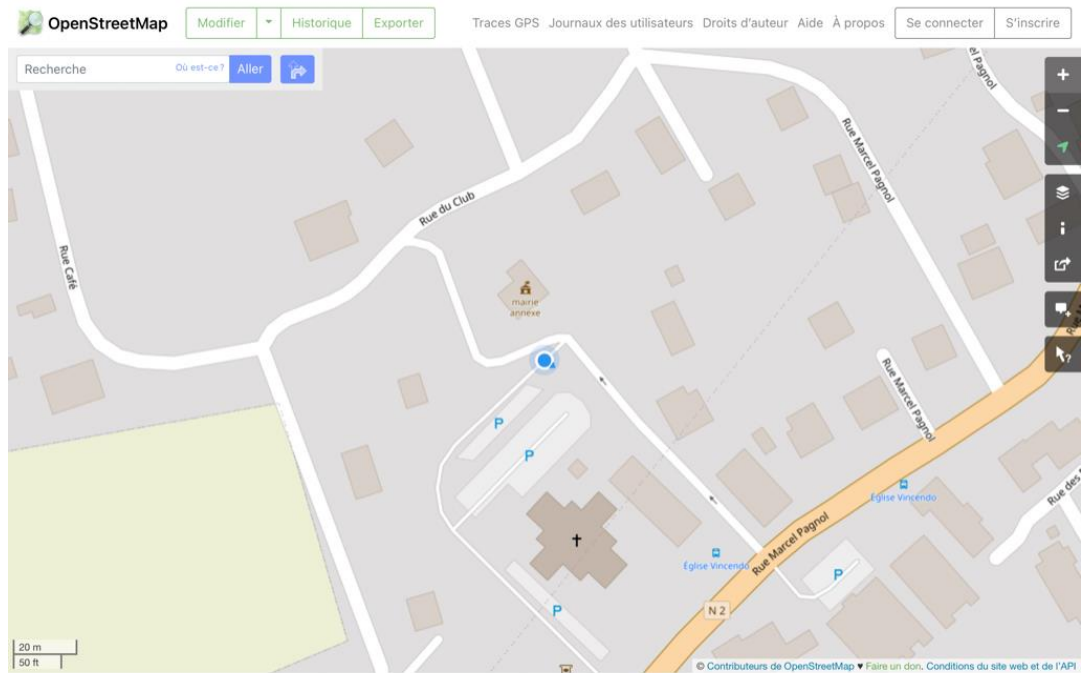


Image fournie à titre d'illustration (Source: www.openstreetmap.org)

OU ETANT J'AI CONSTATE CE QUI SUIT :

Sur un mur à proximité de la mairie annexe de Vincennes, je constate l'apposition d'un panneau de format A3 de couleur jaune, lisible et visible depuis la voie publique intitulé « Avis d'enquête publique ».

Je constate que le panneau comporte les mentions suivantes : «

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

PROJET DE PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES LITTORAUX (PPRL) RELATIF AUX PHÉNOMÈNES DE REcul DU TRAIT DE COTE ET DE SUBMERSION MARINE COMMUNE DE SAINT-JOSEPH

Par arrêté préfectoral n°2011 du 06 octobre 2021, le préfet de La Réunion a prescrit l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de PPRL susvisé. Ce PPRL a pour objet de réglementer l'utilisation des sols en fonction des aléas et des risques identifiés. Cette réglementation va de la possibilité de construire sous certaines conditions à l'interdiction de construire. Il peut aussi définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui incombent aux particuliers et aux collectivités. Le PPRL comprend un rapport de présentation, des cartographies (cartes des aléas, des enjeux et du zonage réglementaire), un règlement et des annexes. La personne responsable du PPRL est le Préfet de la Réunion avec l'appui de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Réunion (DEAL). Des informations concernant le projet de PPR peuvent être demandés auprès de la DEAL Réunion à l'adresse suivante :

DEAL/Service Prévention des Risques Naturels et Routiers/Unité Réglementaire des Risques naturels et observatoires du Littoral,

2 Rue Juliette Dodu-CS 41009-97443 SAINT-DENIS CEDEX 9

Ou par téléphone au 0262402851

ou par courriel à kilian.hattenberger@developpement-durable.gouv.fr

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur : M. Philippe GARCIA, retraité de la Police Nationale.

L'enquête publique aura lieu pendant trente (30) jours consécutifs, du 3 novembre 2021 au 3 décembre 2021 inclus, sur la commune de Saint-Joseph. Aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, le public pourra prendre connaissance du dossier d'enquête et formuler ses observations et propositions sur les registres d'enquête ouverts à cet effet au siège de l'enquête fixé à la **mairie de Saint-Joseph (Hôtel de ville)**. Les observations pourront également être adressées, par courrier, au commissaire enquêteur à la **mairie de Saint-Joseph à l'adresse suivante :**

Monsieur le commissaire enquêteur de l'enquête publique relative au PPRL de Saint-Joseph
Mairie de Saint-Joseph (Hôtel de ville) - 277 rue Raphael-Babet, BP1, 97480 Saint-Joseph.

Un ordinateur sera mis à disposition au siège de l'enquête (accessible aux dates et heures d'ouverture des bureaux) à la Direction de l'Aménagement et du Développement Urbain pour consulter la version électronique du dossier d'enquête.

Le dossier d'enquête publique sera également disponible pendant la durée de l'enquête sur :

- le site internet de la DEAL Réunion à l'adresse suivante www.reunion.developpement-durable.gouv.fr;
- le site internet du registre dématérialisé d'enquête : <https://www.registre-numerique.fr/pprlittoral-saint-joseph>

Un lien vers la page du site internet de la DEAL Réunion hébergeant le dossier d'enquête publique et vers le site internet du registre dématérialisé d'enquête sera disponible sur le site internet de la préfecture à l'adresse suivante : www.reunion.gouv.fr

Le public pourra également formuler ses éventuelles observations et propositions :

- sur le registre dématérialisé à la disposition du public sur le site internet suivant : <https://www.registre-numerique.fr/oprlittoral-saint-joseph>
- par courriel électronique à l'adresse suivante: pprlittoral-saint-joseph@mail.registre-numerique.fr

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations aux lieux, dates et horaires suivants :

Mairie de Saint-Joseph 277 RUE RAPHAËL-BABETBP1,97480 SAINT- JOSEPH	
MERCREDI 3 NOVEMBRE 2021	09H-12H
VENDREDI 5 NOVEMBRE 2021	13H-16H
MARDI 9 NOVEMBRE 2021	10H-12H
MERCREDI 17 NOVEMBRE 2021	13H-16H
SAMEDI 20 NOVEMBRE 2021	10H-12H
LUNDI 22 NOVEMBRE 2021	10H-12H
SAMEDI 27 NOVEMBRE 2021	10H-12H
MERCREDI 01 DÉCEMBRE 2021	13H-16H
VENDREDI 03 DÉCEMBRE 2021	11H-16H

Le commissaire enquêteur formulera son rapport et ses conclusions dans un délai d'un mois à compter de la clôture de l'enquête, sauf demande motivée de prolongation. Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront disponibles un an à compter de la clôture de l'enquête à la mairie de Saint-Joseph, à la préfecture de Saint-Denis et sur le site internet de la préfecture (www.reunion.goux.fr).

Au terme de l'enquête publique, le Plan de Prévention des Risques Littoraux relatif aux aléas recul du trait de côte et submersion marine sur la commune de Saint-Joseph , éventuellement modifié, est approuvé par arrêté du préfet de La Réunion.

**SUIVENT LES PHOTOGRAPHIES ILLUSTRANT
MES CONSTATATIONS**

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

PROJET DE PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES LITTORAUX (PPRL) RELATIF AUX PHÉNOMÈNES DE REcul DU TRAIT DE COTE ET DE SUBMERSION MARINE COMMUNE DE SAINT-JOSEPH

Par arrêté préfectoral n°2011 du 6 octobre 2021, le préfet de La Réunion a prescrit l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de PPRL susvisé. Ce PPRL a pour objet de réglementer l'utilisation des sols en fonction des aléas et des risques identifiés. Cette réglementation va de la possibilité de construire sous certaines conditions à l'interdiction de construire. Il peut aussi définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui incombent aux particuliers ou aux collectivités. Le PPRL comprend un rapport de présentation, des cartographies (cartes des aléas, des enjeux et du zonage réglementaire), un règlement et des annexes. La personne responsable du PPRL est le préfet de La Réunion, avec l'appui de la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Réunion (DEAL). Des informations concernant le projet de PPR peuvent être demandées auprès de la DEAL Réunion à l'adresse suivante :

DEAL/Service Prévention des Risques Naturels et Routiers/Unité Réglementation des Risques naturels et observatoire du Littoral,
2 rue Juliette Dodu – CS 41009 - 97443 Saint-Denis cedex 9
ou par téléphone au 0262 40 28 51
ou par courriel à kilian.hattenberger@developpement-durable.gouv.fr

Est désigné en qualité de commissaire enquêteur : M. Philippe GARCIA, retraité de la Police Nationale.

L'enquête publique aura lieu pendant trente (30) jours consécutifs, du 3 novembre 2021 au 3 décembre 2021 inclus, sur la commune de Saint-Joseph. Aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux, le public pourra prendre connaissance du dossier d'enquête et formuler ses observations et propositions sur les registres d'enquête ouverts à cet effet au siège de l'enquête fixé à la mairie de Saint-Joseph (Hôtel de ville). Les observations pourront également être adressées, par courrier, au commissaire enquêteur à la mairie de Saint-Joseph à l'adresse suivante :

Monsieur le commissaire enquêteur de l'enquête publique relative au PPRL de Saint-Joseph
Mairie de Saint-Joseph (Hôtel de ville) – 277 rue Raphaël-Babet, BP1, 97480 Saint-Joseph.

Un ordinateur sera mis à disposition au siège de l'enquête (accessible aux dates et heures d'ouverture des bureaux) à la Direction de l'Aménagement et du Développement Urbain pour consulter la version électronique du dossier d'enquête.

Le dossier d'enquête publique sera également disponible pendant la durée de l'enquête sur :

- le site internet de la DEAL Réunion à l'adresse suivante : www.reunion.developpement-durable.gouv.fr ;

- le site internet du registre dématérialisé d'enquête : <https://www.registre-numerique.fr/pprl-littoral-saint-joseph>

Un lien vers la page du site internet de la DEAL Réunion hébergeant le dossier d'enquête publique et vers le site internet du registre dématérialisé d'enquête sera disponible sur le site internet de la préfecture à l'adresse suivante : www.reunion.gouv.fr.

Le public pourra également formuler ses éventuelles observations et propositions :

- sur le registre dématérialisé à la disposition du public sur le site internet suivant : <https://www.registre-numerique.fr/pprl-littoral-saint-joseph>

- par courriel électronique à l'adresse suivante : pprl-littoral-saint-joseph@mail.registre-numerique.fr

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations aux lieux, dates et horaires suivants :

Mairie de Saint-Joseph 277 RUE RAPHAËL-BABET, BP1, 97480 SAINT-JOSEPH	
MERCREDI 3 NOVEMBRE 2021	09H-12H
VENDREDI 5 NOVEMBRE 2021	13H-16H
MARDI 9 NOVEMBRE 2021	09H-12H
MERCREDI 17 NOVEMBRE 2021	13H-16H
SAMEDI 20 NOVEMBRE 2021	09H-12H
LUNDI 22 NOVEMBRE 2021	09H-12H
SAMEDI 27 NOVEMBRE 2021	09H-12H
MERCREDI 01 DÉCEMBRE 2021	13H-16H
VENDREDI 03 DÉCEMBRE 2021	13H-16H

Le commissaire enquêteur formulera son rapport et ses conclusions dans un délai d'un mois à compter de la clôture de l'enquête, sauf demande motivée de prolongation. Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront disponibles, après la clôture de la clôture de l'enquête à la mairie de Saint-Joseph, à la préfecture de Saint-Denis et sur le site internet de la préfecture (www.reunion.gouv.fr).

Au terme de l'enquête publique, le Plan de Prévention des Risques Littoraux relatif aux aléas recul du trait de côte et de submersion marine sur la commune de Saint-Joseph, éventuellement modifié, est approuvé par arrêté du préfet de La Réunion.

6 rue des messageries – CS 51079 – 97404 SAINT-DENIS CEDEX







000

Telles sont mes constatations.

Et de ce qui précède, j'ai dressé le présent procès-verbal en 7 feuillets pour servir et valoir ce que de droit.

JENNIFER BAUDINO

